

MESSAGES CLÉS

Cent pour cent des ménages étaient dans le besoin dans au moins un des secteurs humanitaires évalués, quel que soit le statut de déplacement.

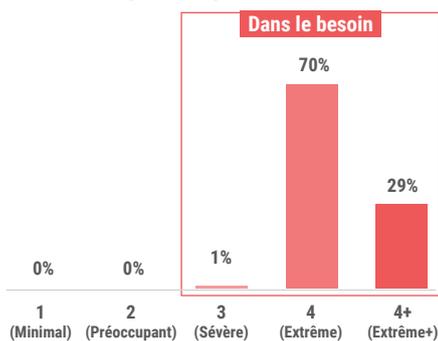
- Les secteurs présentant un plus grand nombre de ménages dans le besoin étaient, dans l'ordre: moyens de subsistance (98%), eau hygiène et assainissement (EHA, 91%), sécurité alimentaire (61%), et protection (52%).
- La Ouaka était la préfecture dans laquelle la proportion de ménages avec des besoins extrêmes plus (MSNI 4+) était la plus élevée. En effet, dans cette préfecture, la défécation à l'air libre (DAL) était le principal facteur déterminant des besoins de ces ménages (MSNI 4+), notamment dans les sous-préfectures de Kouango (74%), Bakala (67%) et Grimari (65%).

Les ménages déplacés en site présentaient des besoins dans un nombre plus important de secteur que les ménages non-déplacés (hôtes), déplacés en famille d'accueil, et retournés.

- Pour les ménages déplacés en site, les besoins étaient les plus élevés dans les secteurs des moyens de subsistance (99%), sécurité alimentaire (77%), abris (76%) et protection (65%).
- Pour les ménages hôtes et les déplacés en famille d'accueil, les besoins étaient les plus élevés dans les secteurs des moyens de subsistance respectivement 98% et 99%, EHA (91% et 90%) et sécurité alimentaire (55% et 64%). Chez les retournés, les besoins étaient les plus élevés dans les secteurs des moyens de subsistance (98%), EHA (91%) et sécurité alimentaire (68%).

CONTEXTE. En 2023, REACH a mené l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) en République centrafricaine (RCA), avec le soutien du Groupe de Coordination Inter-Cluster (ICCG) du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) et du Groupe de Travail sur l'Évaluation et la Gestion de l'Information (AIMWG) afin d'informer le cycle de programmation humanitaire (HPC) pour la cinquième année consécutive. Entre le 21 juin et le 27 septembre, REACH et ses partenaires ont réalisé 12 298 enquêtes ménages dans l'intégralité des sous-préfectures du pays (72) auprès des quatre groupes de population ciblés (non-déplacés ou hôtes, retournés, personnes déplacées internes (PDI) en site ou lieu de regroupement et PDI en famille d'accueil). Les résultats sont représentatifs par groupe de population accessible au niveau national, préfectoral, et indifféremment des groupes de population au niveau sous-préfectoral. Merci de consulter les [Termes de références](#) pour la méthodologie détaillée.

POURCENTAGE DE MÉNAGES PAR PHASE DE SÉVÉRITÉ¹

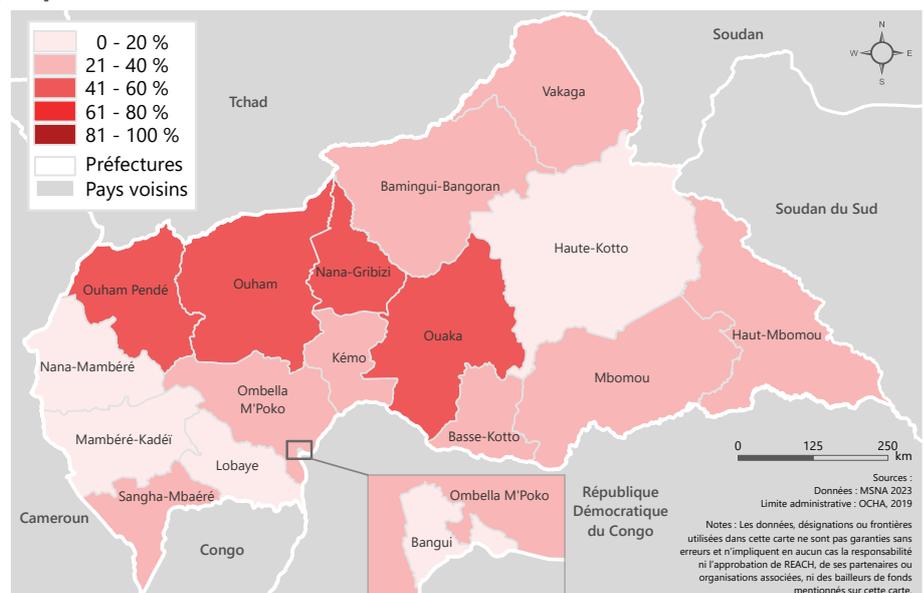


99%

des ménages avaient un besoin extrême ou extrême + (MSNI 4 ou 4+) dans au moins un secteur.

MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR PRÉFECTURE

Pourcentage de ménages dont la sévérité est supérieure à 4 (MSNI 4+), par préfecture :



ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS (MSNA) - APERÇU D'ENSEMBLE

CONTEXTE. La RCA se classe parmi les pays les plus bas en matière d'indice de développement humain depuis 1990.² En 2023, la RCA est le troisième pays le plus pauvre du monde selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).³ Ce sous-développement en RCA persiste en partie à cause des cycles variés d'insécurité depuis l'indépendance.⁴ La volatilité du contexte depuis le coup d'état de 2013 a impacté la situation sécuritaire, entraînant une augmentation des besoins des populations.⁵ Malgré l'amélioration récente du contexte dans le nord-ouest du pays, des zones d'insécurité sont apparues plus récemment dans le sud-est et au nord, en lien avec la présence de groupes armés et les crises dans les pays frontaliers.⁶

Les effets de l'insécurité ont été aggravés par : (i) les aléas naturels amenés par le changement climatique, (ii) par le COVID-19 et (iii) par un contexte géopolitique qui change rapidement, en lien avec le conflit soudanais.⁷ Ces changements géopolitiques réduisent les ressources disponibles pour faire face aux défis en RCA.⁸ En dehors de cela, la population fait face à une inflation, qui

augmente chaque année, au chômage, et aux taxes qualifiées d'illégales imposées par des acteurs armés qui représentent un obstacle pour les activités commerciales et l'approvisionnement des marchés.⁹ Ces facteurs contribueraient à un sous-investissement persistant dans le développement des services publics.¹⁰

Entre 95% et 100% des ménages avaient un besoin sévère (MSNI 4 ou plus) dans au moins un secteur et ce, dans toutes les préfectures et sous-préfectures. Ces résultats sont essentiellement liés à des besoins plus élevés dans les domaines de l'EHA (81%), des moyens de subsistance (80%) et de la protection (47%).

La combinaison de tous ces facteurs sous-jacents explique en partie le fait que la plupart de la population reste dans le besoin humanitaire malgré plus de dix ans d'assistance.¹¹

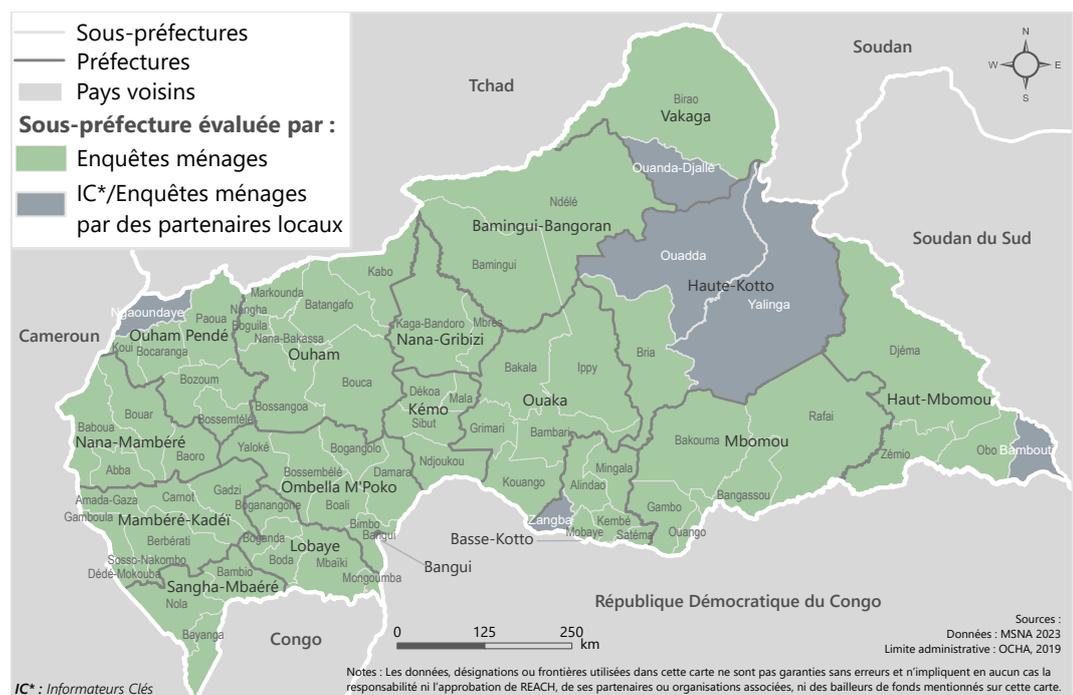
CADRE DE L'ÉVALUATION ET COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

COUVERTURE géographique par groupe de population et modalité de collecte

| | Nombre de ménages évalués |
|--------------------------|---------------------------|
| Non-déplacé (Hôte) | 5 928 |
| PDI en site | 1 363 |
| PDI en famille d'accueil | 1 885 |
| Retourné | 3 122 |

Dates de collecte de données

21 juin au 27 septembre 2023



INDICE MULTISECTORIEL DES BESOINS (MSNI) : SÉVÉRITÉ DE LA CRISE

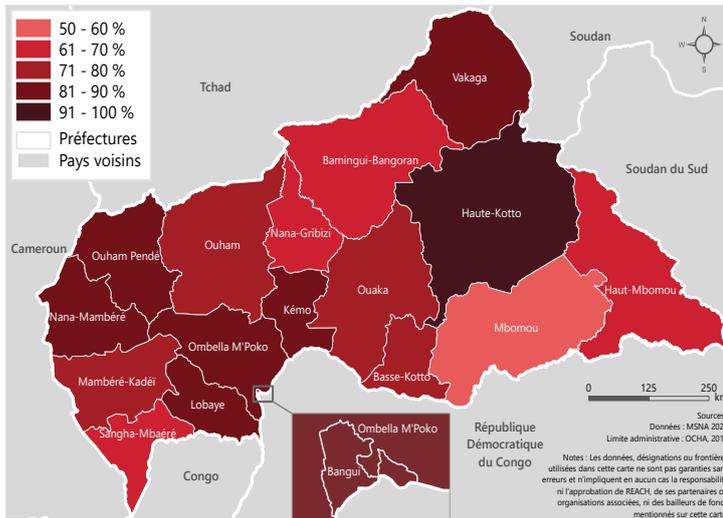
Pourcentage de ménages par phase de sévérité :

| | | |
|----------------|-----------------|-----|
| Dans le besoin | 1 (Minimal) | 0% |
| | 2 (Préoccupant) | 0% |
| | 3 (Sévère) | 1% |
| | 4 (Extrême) | 70% |
| | 4+ (Extrême+) | 29% |

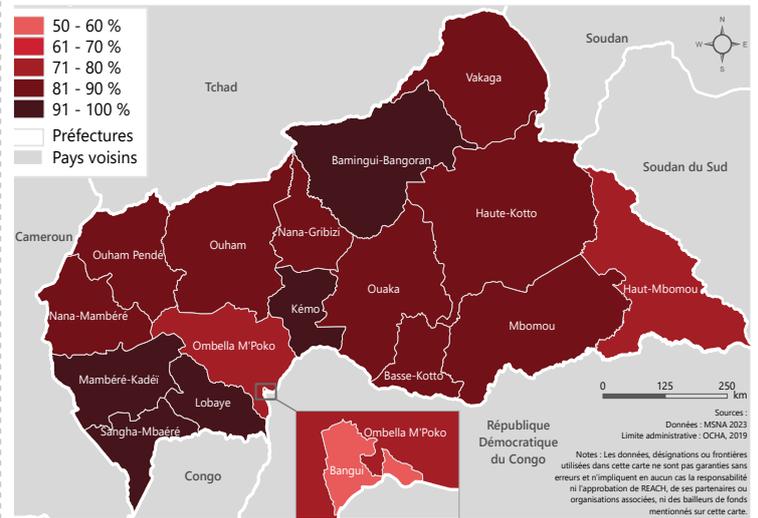
L'indice MSNI est un indicateur composite, conçu pour mesurer la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage. Il est basé sur la plus haute sévérité sectorielle identifiée pour chaque ménage et est exprimé sur une échelle de 1 à 4+. La sévérité sectorielle est déterminée par le calcul d'indicateurs composites propres à chaque secteur. Le MSNI prend en compte tous les ménages dans le besoin dans au moins un secteur (sévérité de 3 ou plus). La méthodologie complète du MSNI et de ses composantes sectorielles, en accord avec le guide du [cadre analytique de la MSNA REACH](#), peut être trouvée [ici](#).

MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR PRÉFECTURE

Pourcentage de ménages ayant un besoin sectoriel en moyens de subsistance avec une sévérité de 4 ou 4 plus, par préfecture :



Pourcentage de ménages ayant un besoin sectoriel en EHA avec une sévérité de 4 ou 4 plus, par préfecture :



PHASE DE SÉVÉRITÉ DU MSNI PAR GROUPE DE POPULATION

Pourcentage de ménages par groupe et par phase de sévérité :

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 4+ |
|--------------------------|----|----|----|-----|-----|
| Non-déplacé (hôte) | 0% | 0% | 2% | 73% | 25% |
| PDI en site | 0% | 0% | 2% | 59% | 40% |
| PDI en famille d'accueil | 0% | 0% | 3% | 72% | 27% |
| Retourné | 0% | 0% | 1% | 66% | 33% |

Les proportions les plus élevées des ménages ayant eu des besoins sévères élevés (MSNI 4+) ont été constatées chez les ménages PDI en site (40%) et retournés (33%). Cela s'explique en partie par le niveau de besoin dans le secteur de l'EHA, avec 25% des ménages PDI en site, et 22% des ménages retournés, ayant une sévérité de besoin de phase 4+. Ces proportions pourraient notamment s'expliquer par le fait que certains ménages pratiquent la DAL (24% des ménages PDI en site et 20% des ménages retournés).

BESOINS HUMANITAIRES ET FACTEURS DETERMINANTS

76%

des ménages PDI en site avaient des besoins en abri (de sévérité 3, 4, ou 4+) et ils représentaient le groupe de population ayant le plus souvent rapporté vivre dans des abris d'urgence (46%).

63%

des ménages PDI en site avaient des besoins sévères en protection (de sévérité 4 ou 4+) et ils représentaient le groupe de population ayant le plus souvent rapporté le travail des enfants pour compléter leur faible moyen de subsistance saisonniers ou d'urgence (56%).

semences, d'outils et de moyens financiers des ménages pour pratiquer l'agriculture.

- **Sévérité des besoins** : Entre 95% et 100% des ménages avaient des besoins sévères dans au moins un secteur (ayant un score MSNI 4 ou 4+) dans toutes les préfectures et sous-préfectures. Cela serait notamment lié aux besoins sévères (de sévérité 4 ou 4+) plus élevés dans les secteurs de l'EHA

100% des ménages avaient des besoins extrêmes ou extrêmes plus (MSNI 4 ou 4+) dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Mbomou, Nana-Gribizi et Nana-Mambere.

Ces cinq préfectures étaient caractérisées par un niveau d'insécurité et de sous-investissement dans les infrastructures publiques. Alors que les ménages de Nana-Mambere avaient des besoins élevés en moyens de subsistance (manque de semences, d'outils et de moyens financiers), les ménages de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Mbomou et de Nana-Gribizi avaient des besoins élevés en EHA (latrines non-améliorées ou défécation à l'air libre).¹⁵

- **Groupes de population** : Les ménages déplacés avaient plus de besoins (de sévérité 3, 4 ou 4+) dans le secteur de la sécurité alimentaire que les ménages hôtes : c'était le cas de 77% des ménages PDI en site, 68% des ménages retournés, et de 64% des ménages PDI en famille d'accueil, contre 55% des ménages hôtes. La principale raison de cette situation serait le manque d'accès aux terres à cultiver avec les titres. Des stratégies d'adaptation auraient pu être adoptées pour faire face à cette situation précaire. Le travail des enfants pourrait être l'une d'entre elles. La proportion d'enfants travaillant parmi les ménages déplacés pourrait expliquer la sévérité des besoins en protection (sévérité 4 ou 4+) pour les PDI en site (63%) et les retournés (59%). De plus, les PDI en site avaient des besoins (sévérité 3, 4, ou 4+) plus importants en moyens de subsistance (99%) et en abris (76%) par rapport aux autres groupes. Quarante-huit pour cent d'entre eux vivaient dans des tentes ou abris d'urgence en bâche ou en paille, comparé à 4% des ménages des autres groupes. Quarante-huit pour cent d'entre eux disposaient de moyens de subsistance instables ou d'urgence tels que le travail journalier ou l'aide humanitaire comparé à une moyenne de 65% pour les autres groupes de population.
- **Co-occurrence des besoins** : Les ménages combinaient plus communément des besoins en EHA et en moyens de subsistance, indépendamment du statut de déplacement. A ceux-ci s'ajoutaient des besoins en abris pour les ménages déplacés. Cinquante quatre pour cent des ménages déplacés vivaient dans des abris non-fonctionnels pour cuisinier, dormir, stocker de la nourriture et avoir accès à l'électricité.

Pourcentage de ménages dans le besoin par secteur :

| Secteur | Pourcentage |
|-----------------------|-------------|
| Moyens de subsistance | 98% |
| EHA | 91% |
| Sécurité alimentaire | 61% |
| Protection | 52% |
| Abris | 48% |
| Santé | 45% |
| Éducation | 39% |

Profils de besoins multisectoriels les plus communs, en général et par groupe de population:

| Groupe de population | Éducation | Sécurité alimentaire | Santé | Moyens de subsistance | Protection | Abris | EHA |
|-------------------------------|-----------|----------------------|-------|-----------------------|------------|-------|-----|
| Général (6%) | | | | ✓ | | | ✓ |
| Hôte (8%) | | | | ✓ | | | ✓ |
| PDI en site (9%) | | ✓ | | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| PDI en famille d'accueil (5%) | | ✓ | ✓ | ✓ | | ✓ | ✓ |
| Retourné (6%) | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |

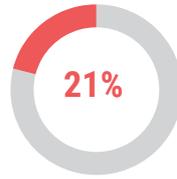
Le tableau ci-dessus montre les « combinaisons » les plus courantes d'un ou plusieurs besoins sectoriels parmi ceux dans le besoin afin d'identifier les profils les plus courants.

Le tableau de gauche montre la proportion de ménages dans le besoin par secteur dans l'ordre croissant afin d'identifier les besoins sectoriels les plus courants.

ASSISTANCE HUMANITAIRE ET REDEVABILITÉ

- **Assistance humanitaire** : En 2023, 21% de ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire dans les 12 mois précédant la collecte. La plupart de ces ménages était des PDI en site (63%).
- **Satisfaction avec l'assistance humanitaire** : 44% des ménages ont rapporté que l'aide reçue a couvert leurs besoins essentiels, 43% ont rapporté que l'aide reçue a amélioré leurs conditions de vie, et 40% ont rapporté que cette aide était arrivée au moment du besoin. Il n'y avait pas de différence notable dans les résultats selon le statut de déplacement ou le genre du chef de ménages.
- **Mécanisme des plaintes** : 16% des ménages ont rapporté savoir comment émettre des plaintes et des suggestions, avec un pourcentage plus élevé rapporté chez les ménages PDI en site (38%). Par ailleurs, 21% de ces ménages ont fait une plainte ou suggestion. Parmi eux, 24% ont rapporté avoir reçu une réponse.
- **Sentiment d'information sur l'assistance humanitaire** : Près de la moitié des ménages (46%) ont rapporté ne pas se sentir informés par rapport à l'aide disponible dans la zone, avec les PDI en site ayant rapporté se sentir plus informés par rapport aux autres groupes. Ces ménages (PDI en site et autres groupes) ont demandé à recevoir des informations sur les modalités d'enregistrement pour obtenir différents types d'aide humanitaire, comme en eau ou en nourriture.
- **Besoins prioritaires** : Les besoins prioritaires communs à tous les statuts et indépendamment du sexe du chef de ménage étaient : 1) la nourriture, 2) l'eau, hygiène et assainissement et 3) la santé.

% de ménages ayant reçu de l'aide humanitaire au cours des 12 derniers mois précédant l'évaluation :



Sur les 21% de ménages ayant rapporté avoir reçu de l'aide humanitaire dans les 12 mois précédant la collecte, les % suivants de ménages ont rapporté que l'aide reçue :¹⁶

- 1) avait couvert les besoins essentiels (44%)
- 2) avait amélioré les conditions de vie (43%)
- 3) avait été distribuée lorsqu'ils en avaient le plus besoin (40%)

31%
de ménages ont rapporté que **les acteurs humanitaires ne les traitaient pas avec respect** (sans égard à la réception de l'assistance humanitaire).

46%
de ménages ont rapporté que **l'aide humanitaire ne visait pas les personnes qui en avaient le plus besoin** (sans égard à la réception de l'assistance humanitaire).

Besoins prioritaires rapportés par les ménages :

| | |
|------------|-----|
| Nourriture | 27% |
| EHA | 23% |
| Santé | 16% |

Communication et diffusion :

Possession de téléphone :



Oui (51%)
Non (49%)

Accès à réseau téléphonique :

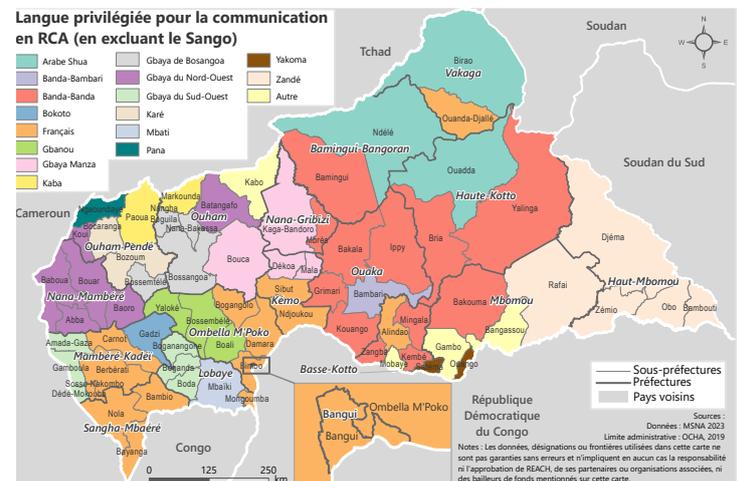
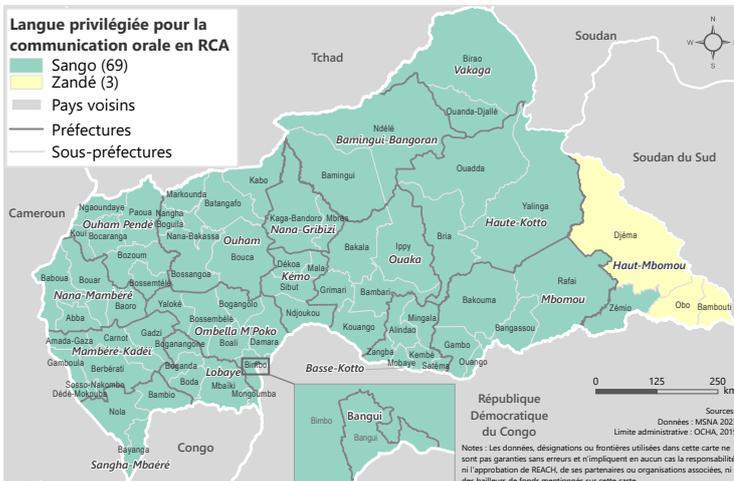


Oui (70%)
Non (30%)

Type de couverture réseau :¹⁷



Couverture appels et SMS (42%)
Couverture appels (39%)
Couverture appels, SMS et internet (17%)
Couverture SMS (2%)



REMERCIEMENTS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :



Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG)

Groupe de coordination inter-cluster (ICCG)

FINANCÉE PAR :



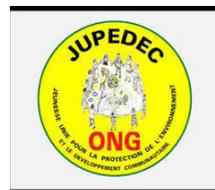
Cofinancé par l'Union européenne

FH RCA Fonds Humanitaire République centrafricaine



USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

AVEC LE SOUTIEN DE :



Méthodologie. Du 21 juin au 27 septembre 2023, plus de 12 000 enquêtes ménages ont été réalisées dans 72 sous-préfectures auprès des quatre groupes de population ciblés : hôtes, retournés, personnes déplacées internes (PDI) en site ou lieu de regroupement et PDI en famille d'accueil. L'échantillon a été établi par une méthodologie en grappes stratifiées en deux étapes par zone géographique et groupe de population. Les résultats sont donc représentatifs pour les groupes de population ciblés au niveau préfectoral et indifféremment des groupes de population au niveau sous-préfectoral, avec un niveau de confiance de 92 % et une marge d'erreur de 10 %. La méthodologie détaillée est disponible dans les [Termes de références](#).

À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

NOTES DE FIN

Page 1

- 1 Les différents niveaux de sévérité peuvent être approximativement définis comme suit :
- Très extrême (4+) : Indication d'un effondrement total du niveau de vie, avec des conséquences potentiellement dangereuses pour la vie (risque accru de mortalité et/ou atteinte irréversible au bien-être physique ou mental).
 - Extrême (4) : Effondrement du niveau de vie. (Risque de) atteinte importante au bien-être physique ou mental.
 - Sévère (3) : Dégradation du niveau de vie (par rapport au niveau habituel/typique). Réduction de l'accès/disponibilité des biens et services de base. (Risque de) dégradation du bien-être physique ou mental.
 - Préoccupant (2) : Les niveaux de vie sont sous pression. Impact minime (risque d'impact) sur le bien-être physique ou mental/ état préoccupant du bien-être physique ou mental en général.
 - Minimal (1) : Le niveau de vie est acceptable, montrant au maximum quelques signes de détérioration et/ou de services de base inadéquats. Impact (risque d'impact) nul ou minime sur le bien-être physique ou mental.

Page 2

- 2 United Nations Development Programme, Human Development Index (HDI).
- 3 United Nations Development Programme, Global Multidimensional Poverty Index: Unstacking Global Poverty – Data for High Impact Action, p. 14 (2023).
- 4 Barbelet, V. Ekomo Soignet, K.M. and Yidong, M.C., Community Engagement with Armed Actors in the Central African Republic, p. 14–17 (October 2023).
- 5 Ibid.
- 6 Organisation Internationale pour les Migrations, République Centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) Août 2023 Rond 19, pp. 1, 3, 14.
- 7 Ibid. at 3; Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Aperçu des besoins humanitaires (HNO) - République centrafricaine, pp. 11–12, 16, 19–20 (Novembre 2022).
- 8 OCHA, Plan de réponse humanitaire : République centrafricaine, p. 7 (Janvier 2023).
- 9 World Bank, Macro Poverty Outlook for Central African Republic: April 2023 - Datasheet (English); OCHA, Rapport de situation - Central African Republic, pp. 9–10 (mise à jour 6 novembre 2023).
- 10 Ibid.; World Bank, Central African Republic: Public Expenditure Review in Key Human Development Sectors, pp. 11–14, 20 – 21 (August 2023); World Bank Group, Central African Republic: From Fragility to Accelerated and Inclusive Growth, p. 23 (2022).
- 11 Fonds Humanitaire Communs, <https://response.reliefweb.int/central-african-republic/fonds-humanitaire-rca> (Accédé le 29 novembre 2023).

Page 4

- 12 Infrastructures sanitaires non améliorées : Latrines à fosse sans dalle ni plateforme, sacs/sachets plastiques, seaux ou toilettes/latrines suspendues, trou ouvert.
- 13 Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2022: Gros plan sur les questions de genre. Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 2023. <https://washdata.org/reports/jmp-2023-wash-households>, p. 36 : *“L'échelle des services du JMP relative à l'assainissement distingue cinq niveaux de services, allant de la « défécation en plein air » (pas de service) à la « gestion en toute sécurité » des services, qui correspond à l'indicateur mondial de la cible 6.2 des ODD pour l'assainissement. Niveau 1: les services d'assainissement gérés en toute sécurité correspondent à l'utilisation d'installations améliorées qui ne sont pas partagées avec d'autres ménages et où les excréta sont traités et gérés sur site ou évacués et traités hors site), Niveau 2 : les services de base correspondent à l'utilisation d'installations améliorées non partagées avec d'autres ménages”.*
- 14 REACH, MSNA 2022 : [Tables d'analyse](#).
- 15 La proportion de ménages ayant des besoins élevés (sévérité 4 ou 4+) en moyens de subsistance dans la préfecture de Nana-Mambere était de 89%. Les proportions de ménages ayant des besoins élevés (sévérité 4 ou 4+) en EHA dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, de Mbomou, de Nana-Gribizi et de la Haute-Kotto étaient respectivement de 94%, 86%, 85% et 81%.

Page 5

- 16 Pour ces indicateurs (L'aide reçue : avait couvert les besoins essentiels (44%), avait amélioré les conditions de vie (43%), avait été distribuée lorsqu'ils en avaient le plus besoin (40%)), le résultat a été calculé parmi les ménages ayant répondu “Tout à fait” ou “Plutôt oui”.
- 17 Cet indicateur a été calculé parmi les ménages qui avaient accès au réseau téléphonique.